

Libye : le contre-paradigme d'une révolution heureuse

Bichara Khader¹

Les méandres de l'histoire nationale, la nature de la « Grande Jamahiriya arabe libyenne », la personnalité de son « Guide », la structure tribale du pays, le caractère rentier de son économie, sa valeur géostratégique, etc., ont empêché la révolution populaire de 2011 de répéter l'expérience pacifique tunisienne. Le recours à l'intervention décisive de l'Otan s'est imposé. Les chantiers du futur de la Libye post-Kadhafi sont titanesques.

À l'aune de la géographie, la Libye est un vaste territoire dont 95 % sont désertiques. Sa population oscillerait autour de 7 millions. Ingrat à la surface, le désert libyen recèle des ressources pétrolières et gazières considérables. Le pétrole et le gaz sont d'ailleurs quasi les seules ressources exportées. Avec près de 1,6 million de barils extraits par jour (en 2010) et près de 3,5 milliards de m³ de gaz naturel, les revenus énergétiques de la Libye se situent dans une fourchette de 25 à 35 milliards de dollars, faisant de ce pays un des plus riches de l'Afrique, sinon le plus riche, à supposer naturellement que le critère très discutable de revenu par tête d'habitant soit un critère pertinent pour mesurer la richesse d'un pays.

Avec de tels revenus plantureux, la Libye aurait pu devenir un grand centre d'affaires, voire même une plaque tournante financière du Maghreb. Elle aurait pu également moderniser ses infrastructures, fournir un logement décent à tous les Libyens et offrir un

1. Professeur et directeur du Centre d'études et de recherches sur le monde arabe contemporain (Cermac), Université catholique de Louvain, Belgique.

emploi salarié à tous les jeunes libyens. Or, malgré des percées significatives sur le front du logement et de l'éducation, le chômage des jeunes frôle le chiffre inquiétant de 35% au bas mot, tandis que le pays importe plus des 75% de sa nourriture et quasi tous les produits industriels dont il a besoin.

Il y a donc un inquiétant décalage entre ressources et performance. Pour le comprendre, je développe deux réflexions : la première a trait à l'histoire récente de la Libye et la nature de son régime politique et la deuxième a trait à un surinvestissement du dirigeant libyen dans les domaines externes (monde arabe, Maghreb et Afrique) plutôt que sur le front interne. Ce détour par l'histoire est essentiel pour comprendre la particularité de la révolution libyenne.

En effet, compte tenu des méandres de l'histoire libyenne, de la nature du régime politique depuis le coup d'État de 1969, de la structure tribale du pays, de la géographie, du caractère rentier de son économie, la révolution populaire libyenne déclenchée en février 2011 n'a pas su garder un caractère pacifique (à l'instar de la Tunisie). Elle a donc viré à la rébellion armée, mais une rébellion armée dans un contexte où le rapport de forces était largement favorable au régime, ce qui a nécessité un recours aux Nations unies, ouvrant la voie à une intervention armée conduite par l'Otan, avec une participation symbolique de certains pays arabes du Golfe. Tout cela différencie le cas libyen du cas tunisien, faisant de la révolution libyenne un contre-paradigme de ce que j'appelle « la révolution heureuse ».

Bref rappel historique

Soumise au pouvoir ottoman jusqu'au début du 20^e siècle, la Libye se voit convoitée par l'Italie qui commence la conquête de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque à partir de septembre 1911. La conquête ne se fait pas sans coup férir : la résistance, structurée par la Confrérie sénoussie, est forte. Après la première guerre mondiale, le gouvernement socialiste italien accorde un semblant d'autonomie aux territoires conquis, et Idriss Al-Sénoussi est même placé à la tête de la Cyrénaïque. Mais les Italiens reviennent sur leurs engagements, annulent le statut d'autonomie et Al-Sénoussi fuit en Égypte.

Mussolini, arrivé au pouvoir en 1922, reprend les hostilités provoquant un nouveau sursaut nationaliste où se distingue Omar al-Mukhtar, figure emblématique de la résistance libyenne. En 1934, Mussolini réunit les provinces de la Tripolitaine et la Cyrénaïque,

auxquelles il rattache le Fezzan. La Libye devient une colonie italienne : déjà bien avant 1940, près de 120 000 colons italiens y sont installés.

Idriss Al-Sénoussi organise la résistance à partir de son refuge égyptien et lève des combattants. L'Italie est défaite. Les Britanniques occupent la Tripolitaine (ouest) et la Cyrénaïque (est) et les Français libres s'emparent du Fezzan (sud-ouest). Plus tard, la Libye accède à l'indépendance, le 24 décembre 1951, et Idriss Al-Sénoussi est proclamé roi. Il s'engage dans une politique pro-occidentale et accepte l'installation dans le pays de bases militaires britanniques et états-uniennes.

En 1952, la monarchie égyptienne est balayée par un coup d'État des « officiers libres ». Nasser voit d'un mauvais œil une Libye installée carrément dans le giron de ceux qui le vouent aux gémonies. Les relations entre l'Égypte nassérienne et la monarchie sénoussie pro-occidentale sont tendues. Mais Nasser a d'autres chats à fouetter et laisse la Libye à son sort. Mais son exemple fait école.

Le 1^{er} septembre 1969, un jeune colonel libyen, Mu'ammar Kadhafi, renverse la monarchie et s'installe aux commandes du pays. À l'époque la population libyenne ne devait pas dépasser 2 millions d'habitants. Le nouveau chef libyen exige la fermeture des bases militaires étrangères, nationalise les banques, confisque les propriétés des colons italiens, forme un parti unique – le parti socialiste arabe – et dote le pays d'une armée bien équipée. C'est d'ailleurs à la France qu'il s'adresse pour les achats d'armes². Le jeune colonel est crédité d'une bonne image. En dépit de son caractère flamboyant, il fait impression par sa jeunesse, son visage carnassier, son dynamisme et son attachement à l'arabisme nassérien.

Un an après la prise de pouvoir par Kadhafi, Nasser meurt subitement. Se présentant comme l'héritier spirituel de Nasser, Kadhafi se met à rêver d'un rôle à la mesure de ses ambitions. Il doit rapidement déchanter, car on ne devient pas leader du monde arabe simplement en haranguant les foules. Dès 1973, son régime se radicalise. Le 15 avril, Kadhafi défend l'idée d'une démocratie où les pouvoirs se trouvent entre les mains du peuple. Ce faisant, il essaie d'écarter le Conseil du commandement de la révolution, suscitant le mécontentement de ses « compagnons ». Ceux-ci tentent de le

2. Voir le livre documenté d'Alexandre Najjar, *Anatomie d'un tyran : Mouammar Kadhafi*, Arles, Actes Sud, 2011.

renverser en août 1975, mais le coup d'État est déjoué. Kadhafi en profite pour faire le vide autour de lui, ne gardant que des fidèles.

Le 2 mars 1977, à Sebha, il proclame, en présence de Fidel Castro, autre idole du jeune colonel, « *la révolution du peuple* », et il change le nom du pays en « Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste ». Le Conseil du commandement de la révolution est remplacé par un secrétariat général du Congrès du peuple... dont il est le secrétaire général avant de se proclamer, en 1979, « Guide de la révolution ». Pour couronner le tout, il publie son fameux « livre vert » où il aborde la question du pouvoir désormais dévolu à des Comités populaires. À partir de 1998, ces Comités populaires seront remplacés par des Commandements populaires et sociaux, dont la principale fonction est de créer un espace de dialogue entre Kadhafi et les tribus, la base même de son régime.

Dans la pure tradition tiers-mondiste, Kadhafi se croit investi d'une mission de parrain de tous les peuples opprimés et étend son soutien des indépendantistes kanaks de Nouvelle-Calédonie aux Moros de Philippines et aux nationalistes corses. La rhétorique anti-américaine du chef libyen devient de plus en plus virulente, mais l'Union soviétique se méfie de ses incartades et volte-face. En 1985, elle refuse même de signer un traité d'amitié et de coopération, soucieuse de ne pas se laisser entraîner dans une surenchère anti-américaine qui pourrait l'entraîner dans un conflit non souhaité. C'est cette prise de distance soviétique qui a sans doute incité les États-Unis à lancer, dans la nuit du 15 avril 1986, un raid sur Tripoli et Benghazi. La fille adoptive de Kadhafi est tuée. Lui en sort indemne, mais rancunier et vindicatif.

Deux ans après, deux attentats sont perpétrés contre un avion de la TWA, en décembre 1988, et un appareil d'Air France en septembre 1989. Y a-t-il une relation causale avec le raid états-unien sur Tripoli et Benghazi? La Libye s'en est toujours défendue. Il n'empêche que le Conseil de sécurité impose des sanctions à la Libye en 1992 et 1993, et somme le dirigeant libyen à livrer à la justice écossaise deux agents suspectés d'avoir commandité l'attentat de Lockerbie. Kadhafi obtempère. Et s'engage même à verser plus d'un milliard de dollars pour indemniser les familles des victimes des deux attentats, ce qui revient à une reconnaissance de responsabilité.

En juillet 1999, l'ONU lève les sanctions sur la Libye. Les relations se normalisent avec les pays occidentaux et les investissements

affluent en Libye. Le commerce reprend. Jadis considéré comme un pays voyou, voici la Libye non seulement réhabilitée, mais aussi hissée au rang des pays amis. La métamorphose de Kadhafi est-elle miraculeuse ? En apparence, elle peut étonner. Dans la réalité, elle est la résultante d'un simple calcul géopolitique : la guerre froide est terminée, les États-Unis règnent en maître, la Libye ne fait pas le poids, et les néoconservateurs américains veulent sa peau. C'est, en somme la conclusion à laquelle est arrivé le dirigeant libyen. Par conséquent, Kadhafi a simplement appliqué le proverbe arabe : « La main que tu ne peux pas couper, baise-la ».

Mais le danger n'est pas tout à fait écarté. Après l'invasion américaine de l'Irak en 2003, Kadhafi renonce aux armes de destruction massive, multipliant ainsi des gages d'assagissement et de bonne volonté. Cela lui vaut un « satisfecit » de Washington. Le 19 décembre 2003, la Maison Blanche déclare : « *La Libye a pris une mesure importante et il s'ensuit qu'elle a commencé à faire ce qu'il faut pour rejoindre la communauté internationale* ». Ainsi, très habilement, par ruse plus que par conviction, Kadhafi a évité le sort qui a été réservé à Saddam Hussein et il est même cité en exemple de réalisme politique.

La réconciliation de Kadhafi avec l'Occident a permis de desserrer l'étau sur la Libye, de sauvegarder son régime, voire même de lui conférer un certain ascendant sur ses pairs africains. Lui qui était, il y a à peine une dizaine d'années, conspué, traqué, vilipendé, traité de « chien enragé », de « fou de Libye », le voilà transformé en homme respectable qu'on invite et qu'on cajole, en lui pardonnant ses lubies. Le pétrole et le gaz valent bien quelques fausses révérences.

La Libye au Maghreb et en Afrique

« *De la Libye vient toujours quelque chose de nouveau* ». C'est le philosophe grec, Aristote, qui a fait cette trouvaille géopolitique au 4^e siècle avant l'ère chrétienne. Par Libye, il entendait sans doute l'Afrique. D'ailleurs, la phrase a été reprise et modifiée en latin par Pline l'Ancien qui a écrit : « *Ex Africa semper aliquid novi* » (D'Afrique, toujours du nouveau). Quoi de neuf donc dans la géopolitique maghrébine et africaine de la Libye ?

La politique libyenne à l'égard des autres pays du Maghreb a évolué en dents de scie, avec des périodes de rapprochement allant jusqu'à la signature d'unions éphémères, suivies par des périodes

d'extrême tension frôlant souvent le conflit armé, puis par des périodes de détente. Trois ans après la révolution libyenne, Kadhafi se rend à Tunis en décembre 1972 où il prononce un vibrant plaidoyer pour une Union entre la Libye et la Tunisie. Dans un premier temps, Bourguiba fait la sourde oreille. Kadhafi ne s'avoue pas vaincu et revient à la charge en 1974. Un traité est alors signé entre les deux pays à Djerba créant « la République arabe islamique ». Quelques heures après l'annonce, le traité est dénoncé par le premier ministre tunisien, Nouira, rentré précipitamment d'un voyage à l'étranger.

Très rapidement les relations entre les deux pays s'enveniment et ils se trouvent empêtrés dans un conflit portant sur la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès, particulièrement riche en pétrole et gaz naturel. En 1980, les deux pays sont au bord d'un conflit armé. Bourguiba se tourne alors vers l'Algérie et signe avec le président Chadli, en 1983, un traité de fraternité et de concorde. La Mauritanie y adhère la même année, mais la demande d'adhésion de la Libye est gelée en raison du conflit frontalier avec la Tunisie.

Kadhafi se tourne alors vers le Maroc où il effectue une visite en juillet 1983. La multiplication des contacts avec le royaume chérifien débouche sur la signature, à Oujda, le 13 août 1984, d'une « Union arabo-africaine ». La polarisation intramaghrébine est désormais manifeste. Mais les relations demeurent très volatiles, davantage déterminées par les contingences du moment que par une vision de long terme. D'ailleurs, cette Union arabo-africaine ne résiste pas à la première tempête, provoquée par la rencontre, à Ifrane, en août 1986, entre le roi Hassan II et le premier ministre israélien Shimon Pérès.

Avec la Tunisie, les relations se dégradent : en 1985, elles sont carrément rompues. La prise de pouvoir en Tunisie par Ben Ali, le 7 novembre 1987, permet de détendre l'atmosphère. Les relations sont rétablies en 1987 et un an après, en 1988, un règlement sur le golfe de Gabès est trouvé en vue de l'exploitation en commun des ressources pétrolières du plateau continental. Après la réconciliation entre la Mauritanie et le Maroc en 1985, la rencontre entre le roi Hassan II et le président Chadli en mai 1987, le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays le 16 mai 1988, le climat est propice à la reprise du dialogue sur une éventuelle Union du Maghreb arabe. Le pas est finalement franchi le 17 février 1989.

Mais très vite le climat s'assombrit : le positionnement différent des pays maghrébins concernant l'invasion irakienne du Koweït en 1990, l'affaire de Lockerbie et l'embargo imposé à la Libye, la crise algérienne après 1992, la fermeture des frontières entre l'Algérie et le Maroc ensablent l'engrenage maghrébin. Au Machrek, la situation n'est guère plus brillante. Les divisions se multiplient sur fond de crises économiques à répétition. Des pays du Maghreb (Mauritanie, Maroc, Tunisie) participent au dialogue Otan-Méditerranée lancé en 1994 et que l'Algérie rejoint plus tard, et renforcent leur ancrage européen participant à la conférence de Barcelone de 1995 qui lance le « Partenariat euro-méditerranéen ». La Libye ne participe à aucune de ces initiatives, car Kadhafi est isolé par l'embargo et tout le monde lui tourne le dos. C'est dans ce contexte qu'il redécouvre une nouvelle vocation africaine.

Très tôt, peu après son coup d'État de 1969, Kadhafi s'invite dans le conflit interne au Tchad, et soutient les factions rebelles qui contestent l'autorité du président tchadien. Il profite des troubles inter-tchadiens pour annexer *de facto* la bande d'Aouzou. Plus tard, en 1980, il intervient directement au Tchad pour soutenir les opposants qui s'emparent du pouvoir. Il va jusqu'à appeler à l'unification des deux pays, suscitant un sursaut nationaliste tchadien. Son allié, Goukouni, réclame le retrait des troupes libyennes. Ce retrait du Tchad entame le prestige de Kadhafi qui réoriente son intérêt vers le Maghreb.

Son désappointement avec le Maghreb dans les années 1990, et son isolement dans le monde arabe, le poussent à nouveau à chercher un rôle en Afrique. Il multiplie les aides, soutient des oppositions politiques, et se met à dos beaucoup de dirigeants africains. On sent, à la fin des années 1990, une résistance concertée pour s'opposer à l'extension de l'influence libyenne.

La levée de l'embargo sur la Libye à partir de 1999, le renoncement aux armes de destruction massive, son retour sur la scène internationale lui donnent une nouvelle respectabilité qu'il met à profit pour se présenter comme un sage africain, soucieux du sort du continent, et préoccupé de son développement. Il entame une série de tournées africaines, haranguant des foules immenses, comme à Conakry, le 25 juin 2007 ou à Abidjan, le 27 juin de la même année. Avec délectation, Kadhafi mesure sa popularité auprès des jeunes et se met à rêver d'un rôle de sauveur de l'Afrique. De fait, il se taille un franc succès en stigmatisant l'Occident colonial, en incitant les

jeunes africains à rester en Afrique, « leur paradis », comme il dit, et en appelant à la création des « États-Unis d'Afrique », dont il dit souhaiter en être le premier président. Autour de sa personnalité, se cristallisent les mille espoirs de l'Afrique de demain.

En février 2009, il est élu président de l'Union africaine. Corseté par ses nouvelles fonctions, il doit tempérer son discours, éviter les déclarations tonitruantes pour ne pas braquer contre lui, inutilement, les autres membres de l'Union. Mais il est un projet qui l'obsède : la mise sur pied des États-Unis d'Afrique. Il n'aura ni le temps, ni les ressources, pour le réaliser tant les résistances sont fortes. En 2010, Kadhafi parvient à organiser sur le sol libyen un sommet Afrique-Union européenne, avant de céder la présidence au Malawi.

L'engagement africain de Kadhafi ne fait pas des heureux dans son pays. Le mécontentement gonfle et la colère gronde. Pourquoi dilapider l'argent libyen à acheter des « clientèles politiques africaines » ? La question est sur toutes les lèvres en 2010. La géopolitique des grandeurs a ainsi des limites. Le « Frère Guide de la Grande Jamahiriya » en fera l'amère expérience. Quelques jours après la fuite du président tunisien, la Libye est gagnée par la révolte, rapidement transformée en rébellion. Celle-ci conduira à son exécution, à la mort de son fils Mou'tassim, et à la capture du « prince héritier » Saïf al-Islam. C'est l'exemple même du contre-paradigme de la révolution heureuse.

« Le contre-paradigme de la révolution heureuse »

En prenant le cas tunisien comme paradigme de la révolution pacifique, conduite par des jeunes éduqués et connectés, dans un mouvement de masse supra-partisan et s'appuyant sur la fraternisation d'une armée nationale, alors, force est de reconnaître que la Libye offre le contre-exemple parfait de ce paradigme. Rappelons à grands traits les particularités de la Libye qui la distinguent de la Tunisie.

D'abord la géographie et la démographie. Avec plus de 1,7 million de km², la Libye est trois fois plus étendue que la France, mais c'est une géographie couverte par les déserts à raison de 95 %. La population libyenne ne dépasse pas 7 millions d'habitants (soit 10 % de la population française), mais deux tiers de cette population sont concentrés sur le littoral méditerranéen qui s'étire sur plus de 1 350 kilomètres, avec deux grandes villes : Benghazi à l'est et Tripoli à

l'ouest, respectivement principales villes de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine, deux des trois régions principales de la Libye, le Fezzan au sud-ouest étant la troisième région.

C'est un pays qui manque d'homogénéité sociale et régionale. Un pays dont les identités régionales sont bien marquées. Le fait que Benghazi soit le fief de la « rébellion » libyenne n'est nullement fortuit, puisque l'Est a déjà été le théâtre de rébellions importantes matées par la violence du régime Kadhafi, qui repose principalement sur la loyauté des tribus de la Tripolitaine et en premier lieu de sa propre tribu.

À cette inscription territoriale de la révolte, il faut ajouter les rivalités anciennes entre les tribus. Il existe en Libye plus de 140 tribus, mais les plus importantes sont une vingtaine, parmi lesquelles se détache la tribu des Warfala, qui regroupe presque un sixième de la population libyenne et qui, grâce à sa solide structure, détient un poids certain, surtout dans son foyer naturel qui se situe à l'est de Tripoli dans Wadi Farfallah. Les Zentan, au sud-ouest, habitent le Jebel Nefoussa, à proximité de la Tunisie. Les Tarhana habitent à Tripoli et ses environs. Dans la ville natale de Kadhafi, Syrte, la tribu Kadhafah domine. En Cyrénaïque, quelques tribus se partagent le territoire : les Zuwaya installés à l'est du golfe de Syrte jusqu'à l'oasis de Koufra. Les Misurata se concentrent entre Derna et Benghazi, les Awaqir se regroupent autour d'Al-Bayda. Les Obeidat occupent une région contiguë à la frontière égyptienne, Tobruk (*Afrique-Asie*, avril 2011).

Or toutes ces tribus n'ont pas été traitées de manière équitable. Les tribus de l'est et du Fezzan notamment se sont toujours senties lésées par une inégale distribution de la rente pétrolière et généralement par la mainmise de la tribu de Kadhafi et quelques autres tribus de l'ouest sur les rouages de la Jamahiriya libyenne, en fournissant les cadres des ministères et des secteurs publics et en constituant le gros des « troupes d'élites » du régime. La structure tribale libyenne est une réalité et Kadhafi a joué sur les rivalités anciennes pour asseoir son autorité. Mais ce serait une erreur de lire les événements libyens sous le seul prisme tribal celui des clivages régionaux, car si les Kadhafah sont restés fidèles au chef libyen, dans toutes les autres tribus, on a eu des opposants du régime et des partisans. Tandis que la rébellion, bien que déclenchée à Benghazi, elle s'est rapidement propagée à tout le pays de Misrata, à Jebel Nefoussa et finalement à Syrte.

À ces traits distinctifs (pays étendu, faible population, concentration urbaine sur le littoral, polarisation régionale, structures tribales marquées et inégalité dans la répartition de la rente), s'ajoute une histoire politique mouvementée, marquée après 1945 par l'occupation par la Grande-Bretagne des régions de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque et par l'occupation par les troupes gaullistes du Fezzan, par l'accession de la Libye à l'indépendant le 24 décembre 1951 et la proclamation de la royauté d'Idriss Al-Sénoussi, le retrait des troupes étrangères et l'installation de la Libye dans le giron occidental à un moment où l'arabisme nassérien était à son apogée. Depuis 1969, l'histoire de la Libye s'est figée : un coup d'État, un colonel, un système taillé à sa mesure. Cette glaciation de la vie politique libyenne où les partis politiques sont supprimés, la société civile étouffée, le débat politique anéanti, la parole libre confisquée, tranche avec l'histoire des mouvements sociaux dans les pays voisins : Égypte et Tunisie.

Avec une production de 1,6 million de barils de pétrole par jour, la Libye n'est pas vraiment un grand producteur (à peine 2% de la production mondiale), mais son pétrole bénéficie d'une double prime : de qualité (faible teneur en soufre) et de proximité (des marchés italiens et européens). Cela a permis au régime d'engranger des revenus colossaux dont une partie alimente un fonds souverain présent sur tous les continents et une autre partie est accaparée par Kadhafi, sa famille et son clan.

Véritable manne quand il est bien utilisé, mais, mal utilisé, le pétrole produit un effet pernicieux. Dans le cas de la Libye, il a permis à Kadhafi de financer ses aventures militaires, de soutenir des mouvements séparatistes dans le monde entier, de s'immiscer dans les affaires des autres États, bref, de jouer au trouble-fête. Pour les Libyens, c'est un gâchis d'autant que la croissance démographique échevelée (2 millions d'habitants en 1969, 7 millions en 2010) fait exploser les besoins, en matière de santé, d'éducation, d'emploi et d'infrastructure. Au total, la rente pétrolière a retardé la révolte.

Contrairement à la Tunisie dont la valeur géostratégique est relativement faible, la Libye par l'extension de son territoire, par l'étiement de sa façade méditerranéenne, par sa contiguïté avec plusieurs pays arabes et africains, par l'abondance de ses ressources, par la qualité de son pétrole, par sa proximité des marchés d'importation, a une valeur géopolitique et géostratégique incontestable. C'est un pays « utile ». Ceci explique la rivalité à laquelle se livrent

les compagnies pétrolières ainsi que les États pour avoir un accès privilégié aux ressources énergétiques et au marché libyen, notamment celui des armes.

C'est donc presque miraculeux que la Chine et la Russie se soient abstenues lors du vote de la résolution onusienne pour la protection du peuple libyen. Dans d'autres contextes, lorsqu'un acteur important du jeu international a des intérêts significatifs dans un pays arabe en révolte, il arrive que cet acteur soutienne le régime contesté et non le peuple révolté. À Bahreïn, les États-Unis n'ont pas soutenu la contestation populaire, car ils disposent dans ce pays d'une importante base militaire. Les Russes font de même dans le cas de la Syrie, en s'opposant à toute condamnation et, a fortiori, à toute demande de changement de régime. Dans le cas de la Libye, les puissances sont arrivées à la conclusion qu'un régime autre que celui de Kadhafi ne constituait pas une menace pour leurs intérêts. Bien au contraire. Il suffit pour en juger de voir tous ces premiers ministres européens et ses émissaires américains qui débarquent à Tripoli, quelques fois accompagnés par une cohorte d'hommes d'affaires.

Le régime politique libyen est atypique et rappelle à beaucoup d'égards la Corée du Nord, le pétrole en plus. Le pouvoir y est dominé par la figure du « guide », régnant sans partage, sur une « Jamahiriya » marquée par une étonnante anémie politique, ne reconnaissant ni organisations professionnelles, ni syndicats indépendants, ni partis politiques, ni parlement. À la place, on trouve des « comités populaires » excellemment endoctrinés, mais mauvais gestionnaires. Rien d'étonnant que ce pays qui avait les ressources pour devenir le « tigre » de l'Afrique du Nord soit demeuré davantage un « drapeau planté sur un puits de pétrole » qu'une économie performante, innovante et créatrice d'emplois de qualité.

Comme dans la Tunisie de Ben Ali, Kadhafi a mis en place un système organisé de prédation familiale et clanique, transformant le pays en une sorte d'entreprise privée, presque un patrimoine familial, ouvrant la voie à une dérive dynastique : les enfants de Kadhafi assurant tantôt la défense rapprochée de leur père et de son régime, tantôt assumant le rôle de porte-parole attitrés, voire le statut de « princes héritiers ». L'égoïsme du père et sa folie de grandeur ont déteint sur ses enfants qui exhibaient une suffisance hors du commun. On les voyait agiter, tour à tour, les épouvantails d'un retour d'Al-Qaïda, d'une ouverture de la vanne migratoire qui

submergerait l'Europe, d'un écrasement de la rébellion dans le sang, de « punitions exemplaires » pour les « traîtres » débusqués, voire d'une déstabilisation de toute la Méditerranée.

C'est contre ce régime dominé par un clan et coiffé, au sommet, par un dirigeant lunatique et fantasque, que les Libyens se sont révoltés. Le fait que la révolte libyenne ait commencé en mars 2011 n'est pas le fruit du hasard. Les révolutions tunisienne et égyptienne ont agi comme des éperons. Si les jeunes tunisiens et égyptiens ont su braver la répression et déboulonner deux régimes dont on vantait, en Europe, la solidité, pourquoi les Libyens seraient-ils en reste et pourquoi la quête de liberté s'arrêterait-elle à la frontière de l'Égypte et de la Tunisie ?

Sauf que la Libye n'est pas la Tunisie. Les « rebelles » libyens savaient pertinemment qu'ils s'exposeraient à une terrible répression, étant donné la nature du régime qui les domine. Or on a le sentiment qu'il y a eu une totale impréparation. Face à la répression des forces de Kadhafi, la « révolte démocratique » s'est muée en une insurrection armée sans armements. Benghazi est vite devenue le fief de la rébellion et sa rampe de lancement. Les tribus de l'est se sont rangées du côté des rebelles. Des tribus de l'ouest et du centre ont fait de même. L'armée, traversée par les mêmes lignes de fracture régionale et tribale, s'est scindée en deux : dissidents contre fidèles. Mais les arsenaux militaires et les armes lourdes demeuraient sous le contrôle du régime. Le face-à-face était inégal : des insurgés sans commandement, sans moyens de communication et sans armement adéquat face à des troupes d'élites et des mercenaires recrutés et entraînés à la hâte.

L'affrontement a tourné au massacre, l'armée de Kadhafi n'hésitant pas à lancer des chars contre les centres urbains. L'émoi a été général. D'abord le Conseil de coopération du Golfe, ensuite la Ligue des États arabes ont appelé les Nations unies à assumer leur responsabilité et imposer une zone d'exclusion aérienne pour protéger les civils. L'aval arabe garanti, la résolution 1973 du Conseil de sécurité sur la Libye a été adoptée avec cinq abstentions, celles des « BRIC » (Brésil, Russie, Inde, Chine) et, chose surprenante, celle de l'Allemagne.

Il est trop tôt pour écrire cette histoire des dissensions européennes, mais on peut postuler que l'Allemagne n'a pas apprécié la politique française à hue et à dia et la reconnaissance par Nicolas Sarkozy de la légitimité du Conseil libyen de transition, à la veille de

la réunion du Conseil européen. On peut aussi avancer la thèse que l'Allemagne s'est sentie humiliée par le tandem Sarkozy-Cameron, qui a enfourché une position en pointe sans une consultation préalable avec les pairs européens.

On pourra épiloguer longtemps sur ce soudain sursaut volontariste français. Certains n'ont pas manqué de faire remarquer que Sarkozy était plus préoccupé par les sondages concernant sa réélection en 2012 que par la protection du peuple libyen. D'autres ont glosé sur les premières frappes françaises survenues le 19 mars, la veille des élections cantonales. De tels soupçons feraient suspecter la position française de cynisme de mauvais aloi. La dénonciation du « deux poids deux mesures » pratiqué par l'Occident semble plus pertinente. Pourquoi cet empressement à voler au secours du peuple libyen et le désintéresser, pendant plusieurs mois, pour la lutte courageuse du peuple yéménite ou même l'aval à l'intervention saoudienne pour sauver le royaume sunnite de Bahreïn face à l'agitation chiite ?

On peut multiplier les questionnements du même ordre. Pourquoi l'Occident continue à s'immiscer dans les affaires arabes ? Si la Libye n'avait pas de pétrole, l'Occident aurait-il fait montre d'un même empressement ? Pourquoi toutes les interventions musclées dans le monde arabe depuis vingt ans ont-elles eu lieu dans des pays pétroliers, tantôt pour les libérer de l'occupation étrangère (Koweït, 1991), pour les « démocratiser » (Irak, 2003) ou pour protéger la population (Libye, 2011) ? Pourquoi l'occupation de la Palestine continue-t-elle dans l'impunité totale de la puissance occupante ? Est-ce que la démocratie s'exporte à coups de missiles ? N'est-il pas plus judicieux de donner les moyens aux Libyens de se défendre eux-mêmes ? Est-ce qu'il n'appartient pas au peuple libyen, avec l'aide de frères arabes, de « faire sa révolution » et d'en assumer tous les risques ? Après tout, le proverbe arabe est assez éloquent : « qui veut du miel s'expose aux piqûres des abeilles ».

Ces questions sont pertinentes et j'avoue, que moi-même, j'ai été assailli par le doute. Je craignais que cette énième intervention occidentale en terre arabe n'apparaisse, dans le subconscient collectif, comme une ingérence insupportable – sous couvert d'intervention humanitaire –, pendant que la Palestine continue à subir les affres de la colonisation et que d'autres pays pétroliers arabes – peu démocratiques – continuent à bénéficier du parapluie américain.

Sauf que dans le cas libyen, il ne s'agissait pas d'une simple piqûre d'abeille, mais d'un massacre annoncé par un satrape sanguinaire qui ne lésinait sur aucun moyen pour sauver son régime. Kadhafi a régné par la terreur, il est mort dans la honte. La population libyenne s'est débarrassée de son dirigeant, mais pas seule et pas pacifiquement. Cela distingue le cas de la Libye de celui de la Tunisie, et marquera, à coup sûr, la période de transition.

La Libye après Kadhafi : les chantiers du futur

Après la fuite de Ben Ali de Tunisie et la démission forcée de Moubarak d'Égypte, l'effondrement du régime libyen a pris une tournure hideuse, puisque Kadhafi a été blessé et finalement exécuté. Les Libyens se sont réjouis de la fin tragique d'un tyran mégalo-mane. J'aurais préféré qu'il fût capturé et traîné devant la justice de son pays pour rendre compte de sa gestion calamiteuse d'un État qui ne manquait ni d'hommes ni de ressources, pour lever le secret sur les avoirs libyens placés à l'étranger et enfin pour révéler des secrets bien embarrassants pour certains dirigeants occidentaux, surtout ceux, qui se sont présentés comme les parangons de la légalité internationale et les justiciers militarisés.

Le Conseil national de transition a hérité d'une géographie lacérée par les frappes aériennes, d'une économie anémiée par le clientélisme et la prédation, et d'une société déstructurée par les clivages tribaux et régionaux. Il a surtout reçu en legs un État en lambeaux, sans institutions efficaces, sans justice indépendante, sans partis politiques, ni syndicats, ni organisations professionnelles. Car Kadhafi, dans sa folie des grandeurs, a modelé la Libye à sa mesure. Celle-ci est devenue la « Jamahiriyya » vouée au culte du « Guide », dont le « livre vert », la bible de tout un pays, était obligatoire dans les écoles. Pire, la Libye elle-même est devenue un fief familial dont les ressources étaient accaparées par le chef et ses héritiers biologiques, préparés à prendre la succession.

Contrairement aux Tunisiens et aux Égyptiens qui doivent changer le régime, le gouvernement provisoire libyen doit reconstruire un pays dévasté, dénaturé et appauvri. Il doit mettre sur pied des institutions transcendant les clivages tribaux et régionaux, en veillant néanmoins à certains équilibres, mais sans favoritisme. La réconciliation nationale ne doit pas entraver la justice transitionnelle. Pour reconstituer un pays sur des bases nouvelles, l'oubli et le pardon sont indispensables. Les milices doivent être désarmées. Beaucoup

de jeunes peuvent intégrer la nouvelle armée et le nouveau corps de police. La mise en marche des services publics nécessite une expertise à laquelle peut contribuer la communauté internationale. Plus fondamentale encore est la reconstruction d'une culture citoyenne.

Construire un pays avec des institutions qui fonctionnent prendra du temps. Mais il faut éviter le désenchantement des Libyens et répondre à l'impatience des jeunes. La tenue des élections assez rapidement pour élire une assemblée constituante paraît de la plus haute importance. Il ne faut pas que le provisoire dure, ce serait un mauvais signal.

Plusieurs dangers guettent la Libye de demain : le retour des démons du régionalisme et du tribalisme, l'incapacité de la nouvelle armée et du nouveau corps de police de sécuriser les frontières extérieures et d'assurer la stabilité intérieure, la compétition entre milices, le retour à des pratiques clientélistes, l'inégal partage des richesses pétrolières, les divergences sur la nature même de l'État (centralisé, décentralisé) ou du modèle parlementaire (présidentiel ? parlementaire ? mixte ?).

La Libye est un pays musulman sunnite conservateur et il ne connaît pas de clivages entre sunnites et chiites. Dans les prochaines élections, les islamistes pragmatiques feront un bon score, comme dans les pays voisins. Mais les islamistes radicaux resteront très minoritaires. Le pays n'a pas de conflits majeurs avec ses voisins, mais ses frontières du sud sont poreuses. Il doit se doter de moyens de surveillance sophistiqués, mais pas nécessairement d'une armée équipée d'armements très lourds.

Ainsi les défis de la Libye sont légion, mais le territoire est très vaste et recèle d'importantes réserves pétrolières. Le pays bénéficie de plus de 1300 kilomètres de côtes ainsi que de nombreux sites anciens pouvant le transformer rapidement en une destination touristique de premier ordre. Bref, c'est un pays qui ne manque ni de volonté ni de ressources. Ce qui lui manque encore c'est une démocratie consolidée. Or le futur de la Libye en dépend.

